

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Beloil

Code géographique : 57040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), CATHY GOYETTE, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Beloil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-05-26 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Beloeil

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Beloeil et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Beloeil et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Beloeil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Les états financiers consolidés de la Ville de Beloil pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 27 mai 2013.

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2014-05-26

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	29 631 227	29 686 600	29 766 311			29 766 311
Compensations tenant lieu de taxes	2	683 073	725 900	745 424			745 424
Quotes-parts	3					6 857 138	343 473
Transferts	4	2 244 539	1 845 200	2 259 476		734 994	2 994 470
Services rendus	5	1 732 508	1 627 900	1 820 452		2 613 947	4 386 049
Imposition de droits	6	1 687 604	1 648 900	1 692 241			1 692 241
Amendes et pénalités	7	760 448	710 200	792 395		570 374	1 362 769
Intérêts	8	231 912	170 200	153 715		42 202	195 917
Autres revenus	9	(1 152 073)		154 870		8 615	163 485
	10	35 819 238	36 414 900	37 384 884		10 827 270	41 650 139
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	906 388	4 254 052	(586 182)			(586 182)
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	1 277 890	759 800	796 871			796 871
Autres	15	118 156	244 550	196 347			196 347
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	2 302 434	5 258 402	407 036			407 036
	18	38 121 672	41 673 302	37 791 920		10 827 270	42 057 175
Charges							
Administration générale	19	4 809 479	5 265 028	5 043 624	121 223	617 566	5 164 845
Sécurité publique	20	5 636 683	5 628 414	5 718 908	243 683	3 758 208	6 681 924
Transport	21	4 821 760	5 685 953	5 244 957	2 153 893	4 832 307	11 220 593
Hygiène du milieu	22	5 302 094	6 212 902	5 334 580	1 636 028	2 484 652	7 560 252
Santé et bien-être	23	1 641	2 006	1 478			1 478
Aménagement, urbanisme et développement	24	966 935	973 205	874 329	163 404		1 037 733
Loisirs et culture	25	4 886 003	5 340 292	4 838 785	642 987		5 481 772
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 929 203	1 676 600	1 771 678		225 463	1 997 141
Amortissement des immobilisations	28	4 817 463	4 835 380	4 961 218	(4 961 218)		
	29	33 171 261	35 619 780	33 789 557		11 918 196	39 145 738
Excédent (déficit) de l'exercice	30	4 950 411	6 053 522	4 002 363		(1 090 926)	2 911 437

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 950 411	6 053 522	4 002 363	(1 090 926)			2 911 437
Moins: revenus d'investissement	2	(2 302 434)	(5 258 402)	(407 036)				(407 036)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 647 977	795 120	3 595 327	(1 090 926)			2 504 401
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	4 817 463	4 835 380	4 961 218	1 202 756			6 154 281
Produit de cession	5	486 250		22 550	7 584			30 134
(Gain) perte sur cession	6	1 231 298		(22 550)	1 094			(21 456)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	6 535 011	4 835 380	4 961 218	1 211 434			6 162 959
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 404 266)	(5 130 500)	(6 318 380)	(291 799)			(6 600 486)
	18	(5 404 266)	(5 130 500)	(6 318 380)	(291 799)			(6 600 486)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(958 762)		(2 267 991)	(26 118)			(2 294 109)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				493 183			493 183
Excédent de fonctionnement affecté	21	210 661		658 290	394 359			1 052 649
Réserves financières et fonds réservés	22	(349 975)	(500 000)	(60 971)	(42 797)			(103 768)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			1 739 926	(4 347)			1 735 579
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(1 098 076)	(500 000)	69 254	814 280			883 534
	26	32 669	(795 120)	(1 287 908)	1 733 915			446 007
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 680 646		2 307 419	642 989			2 950 408

[∞] 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	2 302 434	5 258 402	407 036		407 036
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(127 513)	(181 900)	(221 576)	(376)	(221 952)
Sécurité publique	3	(31 743)	(100 000)	(36 013)	(92 859)	(128 872)
Transport	4	(2 946 300)	(3 294 083)	(3 460 815)	(23 694)	(3 484 509)
Hygiène du milieu	5	(3 277 047)	(7 472 666)	(5 951 071)	(96 394)	(6 047 465)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(957 766)	(25 500)	(82 122)	()	(82 122)
Loisirs et culture	8	(2 953 821)	(2 282 250)	(1 821 054)	()	(1 821 054)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(10 294 190)	(13 356 399)	(11 572 651)	(213 323)	(11 785 974)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 917 900	5 957 397	5 054 488	51 308	5 105 796
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	958 762		2 267 991	26 118	2 294 109
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			100 000		100 000
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 727 000	1 086 500	1 786 500	41 927	1 828 427
Réserves financières et fonds réservés	17	1 481 800	1 054 100	973 339		973 339
	18	4 167 562	2 140 600	5 127 830	68 045	5 195 875
	19	(1 208 728)	(5 258 402)	(1 390 333)	(93 970)	(1 484 303)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 093 706		(983 297)	(93 970)	(1 077 267)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 950 411	6 053 522	4 002 363	(1 090 926)	2 911 437
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	10 294 190 ) (	13 356 399 ) (	11 572 651 ) (	213 323 ) (	11 785 974)
Produit de cession	3	486 250		22 550	7 584	30 134
Amortissement	4	4 817 463	4 835 380	4 961 218	1 202 756	6 154 281
(Gain) perte sur cession	5	1 231 298		(22 550)	1 094	(21 456)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(3 759 179)	(8 521 019)	(6 611 433)	998 111	(5 623 015)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	(11 446)		8 573	595	9 168
Variation des autres actifs non financiers	10	(764 070)		743 253	6 865	750 118
	11	(775 516)		751 826	7 460	759 286
	12	415 716	(2 467 497)	(1 857 244)	(85 355)	(1 952 292)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	415 716	(2 467 497)	(1 857 244)	(85 355)	(1 952 292)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(44 659 507)		(44 243 791)	(1 704 133)	(45 934 097)
Redressement aux exercices antérieurs	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(44 659 507)		(44 243 791)	(1 704 133)	(45 934 097)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(44 243 791)		(46 101 035)	(1 789 488)	(47 886 389)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>2012</u>	<u>Administration</u>	<u>2013</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u> ¹
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé</u> ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	3 222 735	4 167 469	2 042 923	6 210 392
Placements temporaires	2			308 385	308 385
Débiteurs (note 5)	3	6 999 759	6 045 739	982 207	7 014 460
Prêts (note 6)	4	59 958	59 958		59 958
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	10 282 452	10 273 166	3 333 515	13 593 195
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 137 000	4 929 500	77 260	5 006 760
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	7 784 770	6 453 354	1 047 057	7 486 925
Revenus reportés (note 12)	13	69 905	59 752	5 800	65 552
Dette à long terme (note 13)	14	45 359 574	44 602 085	3 700 863	48 298 814
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	174 994	329 510	292 023	621 533
	16	54 526 243	56 374 201	5 123 003	61 479 584
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(44 243 791)	(46 101 035)	(1 789 488)	(47 886 389)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	110 556 257	117 167 690	19 827 071	136 990 627
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	268 192	259 619	8 581	268 200
Autres actifs non financiers (note 17)	21	863 522	120 269	53 598	173 867
	22	111 687 971	117 547 578	19 889 250	137 432 694
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	4 648 742	4 190 800	1 559 410	5 750 210
Excédent de fonctionnement affecté,					
réserves financières et fonds réservés	24	3 714 237	3 353 616	488 008	3 841 624
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	(1 739 926)	(74 554)	(1 814 480)
Financement des investissements en cours	26	(5 985 540)	(7 300 013)	690	(7 299 323)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	65 066 741	72 942 066	16 126 208	89 068 274
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	67 444 180	71 446 543	18 099 762	89 546 305

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 950 411	4 002 363	(1 090 926)	2 911 437
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	4 817 463	4 961 218	1 202 756	6 154 281
Autres					
- Perte (gain) sur cession	3	1 231 298	(22 550)	1 094	(21 456)
-	4				
	5	10 999 172	8 941 031	112 924	9 044 262
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	566 785	954 020	264 378	1 224 044
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	1 945 118	(1 331 416)	(147 986)	(1 485 048)
Revenus reportés	9	(486 769)	(10 153)	1 110	(9 043)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	97 208	154 516	(35 212)	119 304
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(11 446)	8 573	595	9 168
Autres actifs non financiers	13	(764 070)	743 253	6 865	750 118
	14	12 345 998	9 459 824	202 674	9 652 805
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	10 294 190 ) (	11 572 651 ) (	213 323 ) (	11 785 974)
Produit de cession	16	486 250	22 550	7 584	30 134
	17	(9 807 940)	(11 550 101)	(205 739)	(11 755 840)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20			(172 783)	(172 783)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22			(172 783)	(172 783)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	4 917 900	5 535 400	51 307	5 586 707
Remboursement de la dette à long terme	24 (	5 513 251 ) (	6 327 199 ) (	291 799 ) (	6 609 305)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(8 359 000)	3 792 500	48 945	3 841 445
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	43 539	34 310		34 310
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(8 910 812)	3 035 011	(191 547)	2 853 157
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(6 372 754)	944 734	(367 395)	577 339
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	9 598 489	3 222 735	2 545 920	5 768 655
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	3 225 735	4 167 469	2 178 525	6 345 994

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	8 290 764	8 328 900	7 828 995	2 931 016	10 760 011
Charges sociales	2	1 999 663	2 548 500	2 019 162	790 794	2 809 956
Biens et services	3	8 795 178	10 194 600	9 126 389	6 742 905	15 830 637
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 378 194	1 289 782	1 236 117	141 945	1 378 062
D'autres organismes municipaux	5			52 753		52 753
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	10 882		5 930		5 930
D'autres tiers	7	260 857	356 818	221 967		221 967
Autres frais de financement	8	279 270	30 000	254 911	83 518	338 429
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	6 770 947	7 400 790	7 390 512		876 847
Autres	10		60 710	42 446		42 446
Autres organismes	11	494 504	566 800	475 596	25 262	500 858
Amortissement des immobilisations	12	4 817 463	4 835 380	4 961 218	1 202 756	6 154 281
Autres						
- Réclamations de dommages	13	73 539	7 500	173 561		173 561
-	14					
-	15					
	16	33 171 261	35 619 780	33 789 557	11 918 196	39 145 738

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	29 686 600	29 766 311	29 631 227
Compensations tenant lieu de taxes	2	725 900	745 424	683 073
Quotes-parts	3	425 932	343 473	264 790
Transferts	4	6 965 399	2 408 288	4 151 059
Services rendus	5	3 185 128	4 386 049	3 587 035
Imposition de droits	6	1 648 900	1 692 241	1 687 604
Amendes et pénalités	7	1 297 072	1 362 769	1 303 140
Intérêts	8	181 623	195 917	270 440
Autres revenus	9	1 006 524	1 156 703	437 855
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	45 123 078	42 057 175	42 016 223
Charges				
Administration générale	12	5 363 916	5 164 845	4 908 331
Sécurité publique	13	6 645 924	6 681 924	6 649 589
Transport	14	10 278 542	11 220 593	9 885 520
Hygiène du milieu	15	7 883 105	7 560 252	7 558 407
Santé et bien-être	16	2 006	1 478	1 641
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 125 624	1 037 733	1 126 199
Loisirs et culture	18	5 863 983	5 481 772	5 409 694
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 926 551	1 997 141	2 158 857
	21	39 089 651	39 145 738	37 698 238
Excédent (déficit) de l'exercice	22	6 033 427	2 911 437	4 317 985
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		86 634 868	82 316 883
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		86 634 868	82 316 883
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		89 546 305	86 634 868

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 033 427	2 911 437	4 317 985
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	13 494 279 ) (	11 785 974 ) (	10 463 932)
Produit de cession	3		30 134	496 346
Amortissement	4	5 235 560	6 154 281	6 014 457
(Gain) perte sur cession	5		(21 456)	1 229 321
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(8 258 719)	(5 623 015)	(2 723 808)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		9 168	(8 060)
Variation des autres actifs non financiers	10		750 118	(753 996)
	11		759 286	(762 056)
	12	(2 225 292)	(1 952 292)	832 121
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(2 225 292)	(1 952 292)	832 121
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(45 934 097)	(46 766 218)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(45 934 097)	(46 766 218)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(47 886 389)	(45 934 097)

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements à long terme	21	
Autres		
-	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	24	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	6 210 392	5 638 105
Placements temporaires	2	308 385	130 550
Débiteurs (note 5)	3	7 014 460	8 238 504
Prêts (note 6)	4	59 958	59 958
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	13 593 195	14 067 117
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	5 006 760	1 165 315
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	7 486 925	8 971 973
Revenus reportés (note 12)	13	65 552	74 595
Dette à long terme (note 13)	14	48 298 814	49 287 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	621 533	502 229
	16	61 479 584	60 001 214
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(47 886 389)	(45 934 097)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	136 990 627	131 367 612
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	268 200	277 368
Autres actifs non financiers (note 17)	21	173 867	923 985
	22	137 432 694	132 568 965
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	89 546 305	86 634 868
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24	89 546 305	86 634 868
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25		
	26	89 546 305	86 634 868
Obligations contractuelles (note 18)			
Éventualités (note 19)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 911 437	4 317 985
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 154 281	6 014 457
Autres			
- Perte (gain) sur cession	3	(21 456)	1 229 321
-	4		
	5	9 044 262	11 561 763
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 224 044	362 872
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 485 048)	2 075 118
Revenus reportés	9	(9 043)	(491 318)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	119 304	212 408
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	9 168	(8 060)
Autres actifs non financiers	13	750 118	(753 996)
	14	9 652 805	12 958 787
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(11 785 974)	(10 463 932)
Produit de cession	16	30 134	496 346
	17	(11 755 840)	(9 967 586)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(172 783)	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(172 783)	
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	5 586 707	4 917 900
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 609 305)	(5 814 604)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 841 445	(8 330 685)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	34 310	43 539
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 853 157	(9 183 850)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	577 339	(6 192 649)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	5 768 655	11 961 304
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	6 345 994	5 768 655

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Beloeil est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2, et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable, ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux et partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	<u>% détenu</u>
Corporation de développement économique régional de Beloeil	100.00%
Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu	21.43%
Régie intermunicipale du transport adapté de la Vallée du Richelieu	32.84%
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu	40.45%
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu	26.11%
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	10.87%

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode d'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	2.50% à 6.67%
Bâtiments	2.50%
Bâtiments - Améliorations locatives	6.67%
Véhicules	5.00% à 10.00%
Ameublement et équipement de bureau	10.00% à 20.00%
Machinerie, outillage et équipement divers	5.00%

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Régie de Police en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante : valeur liée au marché.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge de fonctionnement. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constatés en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement a fait l'objet en 2007 d'une dépense à constater ou à pourvoir aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges comptabilisées au cours de l'exercice ou antérieurement, qui font l'objet d'une taxation différée. Ce poste est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état consolidé de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés.
- Paiements de transfert :
 - Prochains encaissements des revenus de transfert qui seront reçus du gouvernement du Québec : au cours des neuf prochains exercices.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables

Paiements de transfert

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des paiements de transfert, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le 1er janvier 2013, la Ville a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », traitant de la comptabilisation des paiements de transfert. Le chapitre SP 3410 exige que les transferts soient comptabilisés comme charges et revenus, selon le cas, lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le bénéficiaire.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a eu les incidences suivantes sur les résultats consolidés et la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2013 et pour l'exercice terminé à cette date :

	Augmentation (diminution)
<u>Résultats consolidés</u>	
Revenus d'investissement - Transferts	2 048 088\$
<u>Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidé</u>	
Affectation - Activités d'investissement	1 920 937\$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Affectation - Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(1 920 937)\$
<u>Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales consolidé</u>	
<u>Financement à long terme des activités d'investissement</u>	(127 150)\$
Affectation - Activités de fonctionnement	(1 920 937)\$
<u>État consolidé de la situation financière</u>	
Débiteurs	(2 048 088)\$
Excédent (déficit) accumulé:	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	1 920 937\$
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	127 151\$

Recettes fiscales

Le CCSP a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des recettes fiscales, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ainsi, le 1er janvier 2013, la Ville a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3510, « Recettes fiscales », traitant de la comptabilisation des recettes fiscales. Le chapitre SP 3510 exige que les recettes fiscales soient comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles répondent à la définition d'un actif, qu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés et la situation financière consolidée de la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	820 628	422 253
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 420 144	1 166 708
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		160
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 057 229	4 637 367
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	81 039	79 389
Organismes municipaux	8	438 490	398 398
Autres			
- Divers et avances au personnel	9	797 579	1 249 883
- Divers	10	219 979	706 599
	11	7 014 460	8 238 504
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	664 598	192 505
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	664 598	192 505
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	187 356	128 594
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	59 958	59 958
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	59 958	59 958
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (621 533)	(502 229)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ()	()
	27 <u>(621 533)</u>	<u>(502 229)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 1 534 338	1 485 017
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 48 881	35 217
Régimes de retraite des élus municipaux	32 36 194	35 278
	33 <u>1 619 413</u>	<u>1 555 512</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 8 900 000\$ portant intérêt au taux préférentiel (3%) et renouvelable annuellement. Le solde disponible au 31 décembre 2013 est de 3 970 500\$.		
La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent bénéficie d'une marge de crédit de 3 000 000\$ portant intérêt au taux préférentiel (3%). Le solde disponible au 31 décembre 2013 est de 3 000 000\$.		

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 3 696 805	4 975 857
Salaires et avantages sociaux	38 1 782 024	2 316 533
Dépôts et retenues de garantie	39 1 476 792	1 243 949
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gouvernement du Canada	42 10 910	58 480
- Gouvernement du Québec	43 93 536	58 133
- Organismes municipaux	44 178 594	92 615
- Divers	45 629	2 489
- Intérêts dette à long terme	46 247 635	223 917
	47 <u>7 486 925</u>	<u>8 971 973</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		9 000
Autres			
- Promoteurs et autres	50	54 979	49 498
- Régime de retraite des élus	51	10 573	16 097
	52	65 552	74 595

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,03	5,55	2014	2033	53	46 400 821	47 115 457
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,75	5,55	2014	2016	57	2 054 804	2 291 528
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,25	8,36	2014	2016	59	54 907	63 770
Autres	6,00	6,00	2015	2015	60	136 377	198 752
					61	48 646 909	49 669 507
Frais reportés liés à la dette à long terme					62(	348 095)	(382 405)
					63	48 298 814	49 287 102

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>				
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2014	64	72	5 059 851	80	33 056	89	314 163	97	5 407 070
2015	65	73	5 045 112	81	16 240	90	330 026	98	5 391 378
2016	66	74	4 801 251	82	7 531	91	272 204	99	5 080 986
2017	67	75	4 906 989	83		92	282 336	100	5 189 325
2018	68	76	6 528 019	84		93	238 195	101	6 766 214
2019 et +	69	77	20 059 599	85		94	754 257	102	20 813 856
	70	78	46 400 821	86	56 827	95	2 191 181	103	48 648 829
Intérêts et frais accessoires			87(	1 920)			104(	1 920)	
	71	79	46 400 821	88	54 907	96	2 191 181	105	48 646 909

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	(44 757 611)
Tiers		(45 934 097)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(3 128 778)
Autres	108	
	109	(47 886 389)
		(45 934 097)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>			
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	36 177 571	138	4 817 831	165	632 297	192	40 363 105
Eaux usées	111	32 340 072	139	302 554	166		193	32 642 626
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	64 708 418	140	2 996 758	167	87 639	194	67 617 537
Autres	113	18 917 340	141	1 113 070	168	81 519	195	19 948 891
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	20 798 677	143	549 112	170		197	21 347 789
Améliorations locatives	116	9 028	144	1 089	171		198	10 117
Véhicules	117	757 765	145	78 247	172	46 169	199	789 843
Ameublement et équipement de bureau	118	1 227 498	146	210 381	173	31 806	200	1 406 073
Machinerie, outillage et équipement divers	119	8 008 010	147	593 498	174	749 647	201	7 851 861
Terrains	120	5 647 053	148		175		202	5 647 053
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>188 591 432</u>	150	<u>10 662 540</u>	177	<u>1 629 077</u>	204	<u>197 624 895</u>
Immobilisations en cours	123	<u>502 508</u>	151	<u>1 123 434</u>	178		205	<u>1 625 942</u>
	124	<u>189 093 940</u>	152	<u>11 785 974</u>	179	<u>1 629 077</u>	206	<u>199 250 837</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	13 468 994	153	888 632	180	632 297	207	13 725 329
Eaux usées	126	8 017 522	154	808 502	181		208	8 826 024
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	18 459 975	155	2 254 902	182	87 639	209	20 627 238
Autres	128	4 550 417	156	856 109	183	81 519	210	5 325 007
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	6 974 244	158	497 076	185		212	7 471 320
Améliorations locatives	131	64 706	159	13 827	186		213	78 533
Véhicules	132	447 456	160	95 037	187	39 890	214	502 603
Ameublement et équipement de bureau	133	506 834	161	171 419	188	31 778	215	646 475
Machinerie, outillage et équipement divers	134	5 236 180	162	568 777	189	747 276	216	5 057 681
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>57 726 328</u>	164	<u>6 154 281</u>	191	<u>1 620 399</u>	218	<u>62 260 210</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>131 367 612</u>					219	<u>136 990 627</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	296 034	223	65 705	225	46 169	227	315 570
Amortissement cumulé	221	(218 238)	224	(61 321)	226	(39 890)	228	(239 669)
Valeur comptable nette	222	<u>77 796</u>					229	<u>75 901</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	155 263	894 788
Frais reportés			
-	237	18 604	29 197
-	238		
	239	173 867	923 985

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en 2053, la Ville s'est engagée à verser une somme totale de 3 367 700\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices les sommes suivantes :

- 2014	631 750\$
- 2015	241 300\$
- 2016	191 635\$
- 2017	191 925\$
- 2018	189 300\$

De plus, la Ville s'est engagée en vertu de contrats de location de locaux, d'équipements et de véhicules échéant à différentes dates jusqu'en 2033, à verser des loyers totalisant 4 053 800\$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à :

- 2014	1 051 900\$
- 2015	425 100\$
- 2016	375 435\$
- 2017	375 725\$
- 2018	371 700\$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

La quote-part de la Ville dans divers contrats en vertu desquels la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent s'est engagée pour les 5 prochains exercices totalise 37 420\$. La quote-part annuelle de la Ville se détaille comme suit :

	Location d'équipement	Location immeuble
2014	13 220\$	12 700\$
2015	6 330\$	0\$
2016	3 255\$	0\$
2017	1 245\$	0\$
2018	670\$	0\$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville s'est portée garante pour un montant maximum de 100 000\$ d'un emprunt contracté par l'agence de garde "Centre de la petite enfance Joujou de Beloeil Inc." Au 31 décembre 2013 le solde de l'emprunt s'élève à 324 000\$.

En vertu d'une résolution datée du 25 juin 2003, la Ville s'est portée garante pour un montant maximum de 450 000\$ d'un emprunt qui a été contracté en juin 2004 par l'"Association de football des Pirates du Richelieu" pour l'aménagement d'un terrain de football et la construction d'un bâtiment. Le bâtiment qui appartient à l'"Association de football des Pirates du Richelieu", et qui en a la responsabilité, est construit sur un terrain appartenant à la Commission scolaire des Patriotes, et qui fait l'objet d'un bail emphytéotique de 25 ans avec une option de 25 ans additionnels entre la Commission scolaire des Patriotes et la Ville. Au 31 décembre 2013, le solde de l'emprunt s'élève à 1 000\$.

Tout paiement pouvant résulter de ces garanties serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté La Vallée-du-Richelieu. Au 31 décembre 2013, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 574 381\$.

b) Auto-assurance

La Ville pratique l'auto-assurance pour la maladie court terme de certaines catégories de son personnel. Aucune provision, ni réserve n'a été prise au 31 décembre 2013.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent pratique l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites

La Ville a reçu une requête introductive d'instance relativement à un projet de construction d'un centre multifonctionnel et de la réfection d'un aréna en partenariat public privé (PPP). Aucun passif éventuel n'a été comptabilisé aux livres à cet égard, puisque l'issue de cette poursuite de 10 192 150\$, est indéterminable selon la direction de la Ville, et celle-ci a des arguments sérieux à faire valoir à l'encontre de cette poursuite.

Dans le cours normal des activités, la Ville fait l'objet de diverses réclamations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

totalisant 192 000\$. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2013, le service juridique de la Ville est d'avis que leur règlement n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière, les résultats ni les flux de trésorerie de la Ville.

Au 31 décembre 2013, aucune provision relativement à ces causes n'est inscrite aux livres. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques. L'organisme contrôlé n'est pas inclus au budget consolidé n'ayant pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 3 400 000\$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

Les Régies possèdent également des fonds de roulement dont le capital total est fixé à 2 382 768\$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ces fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 5 750 210	6 227 540
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 3 841 624	4 484 575
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (1 814 480 ) (	( 136 936)
Financement des investissements en cours	4 (7 299 323)	(5 890 879)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 89 068 274	81 950 568
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 89 546 305	86 634 868

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- ÉVENTUALITÉS	8 125 000	125 000
- FONDS DE ROULEMENT	9	500 000
- INFORMATIQUE ET BÂTIMENT	10 1 100 000	300 000
- ÉQUIPEMENTS DE PARCS	11 800 000	800 000
- POURSUITES ET PYRITES	12 27 898	27 827
- DIVERS	13 102 241	41 400
- RÉFECTION DES ROUTES	14	700 843
- ÉLECTION	15 40 000	120 000
- REMBOURSEMENT DE DETTE	16 500	260 000
	17 2 195 639	2 875 070

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- POURSUITES	18	281 704
- DIVERS	19	288 361
-	20	
	21	570 065

Réserves financières

- 89-06	22 129 408	111 135
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 129 408	111 135

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 823 183	88 513
Fonds parcs et terrains de jeux	29 98 769	8 535
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 336 475	539 597
Financement des activités de fonctionnement	33 230 473	264 261
Autres		
- FONDS STATIONNEMENTS	34 27 677	27 399
-	35	
-	36	
-	37	
	38 1 516 577	928 305
	39 3 841 624	4 484 575

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (101 507) ()	(107 919)
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 ((26 953)) ()	(29 017)
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
- PAIEMENTS DE TRANSFERTS	48 (1 739 926) ()	()
-	49 () ()	()
	50 (1 814 480) ()	(136 936)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () ()	()
	52 (1 814 480) ()	(136 936)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 1 993 378	1 478 317
Investissements à financer	54 (9 292 701) ()	(7 369 196)
	55 (7 299 323)	(5 890 879)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 136 990 627	131 367 612
Propriétés destinées à la revente	57	
Prêts	58 59 958	59 958
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 137 050 585	131 427 570
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 48 298 814	49 287 102
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 348 095	382 405
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (664 598) ()	(192 505)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()	()
	66 47 982 311	49 477 002
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 47 982 311	49 477 002
	69 89 068 274	81 950 568

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>4</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

1) La Ville offre à la majorité de ses employés un Régime de retraite contributif à prestations déterminées.

Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement en fonction du nombre d'années de service et du salaire carrière.

L'évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2010 fixe la cotisation annuelle nécessaire pour le service courant pour les années 2011 à 2013 à 14,2% de la masse salariale admissible pour les cadres et non-syndiqués et à 17,8% de la masse salariale admissible pour les cols blancs et les cols bleus.

La répartition des cotisations entre l'employé et l'employeur est de 50%/50% depuis le 1er janvier 2013. Pour les exercices 2011 et 2012 la part employé était limité à 6% du salaire admissible.

De plus, des versements annuels d'amortissement sont requis pour capitaliser les divers déficits actuariels. Sur une base annuelle, cette cotisation est de 360 556\$ pour 2011 et de 310 552\$ en 2012 et 2013.

2) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: Le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: À l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieurement au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B, et C du règlement du régime.

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipé

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C de règlement du régime. Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 0,5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les employés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondés sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieurs au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telle que stipulées aux annexes

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et les préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures.)

9. Règle du 50% (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

a) Cotisations salariales:

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.5% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 8.65% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'exécant d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédant, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (502 229)	(289 821)
Charge de l'exercice	5 (1 534 338)	(1 485 017)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 415 034	1 272 609
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(621 533)</u>	<u>(502 229)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 26 298 812	23 704 306
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (34 433 014)	(29 331 794)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 <u>(8 134 202)</u>	<u>(5 627 488)</u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>7 512 669</u>	<u>5 125 259</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (621 533)	(502 229)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(621 533)</u>	<u>(502 229)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>4</u>	<u>4</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 26 298 812	23 704 306
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (34 433 014)	(29 331 794)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(8 134 202)</u>	<u>(5 627 488)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 281 408	1 274 646
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 101 247	467 278
	21 <u>1 382 655</u>	<u>1 741 924</u>
Cotisations salariales des employés	22 (721 285)	(1 071 772)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 <u>661 370</u>	<u>670 152</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 542 199	466 375
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 203 569</u>	<u>1 136 527</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 778 757	1 671 781
Rendement espéré des actifs	34 (1 447 988)	(1 323 291)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>330 769</u>	<u>348 490</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 534 338</u>	<u>1 485 017</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 738 410	1 289 439
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 447 989)	(1 323 292)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 290 421	(33 853)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (3 220 030)	52 534
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 280 223	1 622 485
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 26 557 319	23 569 652
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 13	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,70 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

Conditionnellement à une contribution équivalente, la Ville convient de contribuer à un compte REER pour et au nom de chacun des pompiers à temps partiel un montant maximum équivalent à 5,5% du salaire admissible pour l'exercice 2013. Le taux de cotisation atteindra 6% en 2014.

La Régie intermunicipale de l'eau de la vallée du richelieu verse un contribution annuelle égale à celle de l'employé jusqu'à concurrence de 7% du salaire admissible pour ses employés syndiqués et 7,5% pour ses employés non syndiqués. Le taux de cotisation maximum pour les employés non syndiqués atteindra 9% en 2016.

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	48 881	35 217

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	35	34

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM	95	<u>10 720</u>	<u>10 258</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	36 194	35 278
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97		
	98	<u>36 194</u>	<u>35 278</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale

Dette à long terme	1	44 950 180
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	9 149 648
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	664 598
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	3 128 778
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	331 236
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

- Revenus reportés	12	16 719
--------------------	----	--------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	49 958 497
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	3 839 782
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	53 798 279
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	574 381
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	177 711
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	54 550 371
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	54 550 371
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2013	2013	2013	2012	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	21 618 600	21 558 896	21 558 896	20 941 274
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	700	721	721	721
	9	21 619 300	21 559 617	21 559 617	20 941 995
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 498 200	2 540 589	2 540 589	2 510 338
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	2 235 500	2 262 403	2 262 403	2 206 204
Matières résiduelles	13	1 575 900	1 590 056	1 590 056	1 684 521
Autres					
-Protection envir. et recyclage	14	434 900	439 054	439 054	462 741
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		85 668	85 668	84 812
Service de la dette	18	1 322 800	1 288 924	1 288 924	1 740 616
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	8 067 300	8 206 694	8 206 694	8 689 232
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	8 067 300	8 206 694	8 206 694	8 689 232
	26	29 686 600	29 766 311	29 766 311	29 631 227

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	199 300	214 737	214 737
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	500 400	504 245	448 426
	35	699 700	718 982	655 031
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	100	51	51
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	100	51	51
	40	699 800	719 033	655 082
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	25 400	25 675	25 131
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	700	716	725
Taxes d'affaires	43			
	44	26 100	26 391	25 856
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			2 135
	50			2 135
	51	725 900	745 424	683 073

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	37 200	68 164	32 459
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		414 135	414 135
Transport adapté	61		104 347	104 368
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66		216 512	481 629
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	30 900	98 692	31 609
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	28 900	43 459	24 170
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	430 000	514 668	1 131 994
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	11 800	83 351	
Rénovation urbaine	83	700	975	1 122
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	14 600	14 625	68 320
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	76 700	112 722	61 783
Autres	88	30 000	83 325	
Réseau d'électricité	89			
	90	660 800	1 019 981	2 351 589

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	(326 090)	(326 090)	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	4 104 052	622 321	426 050
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109		6 063	480 338
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121	150 000		
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123		(737 125)	(737 125)
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126		(127 151)	(127 151)
Autres	127		(24 200)	(24 200)
Réseau d'électricité	128			
	129	4 254 052	(586 182)	906 388

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	1 184 400	1 239 495	1 239 495
Programme d'aide financière aux MRC	136			893 082
Autres	137			
	138	1 184 400	1 239 495	1 239 495
TOTAL DES TRANSFERTS	139	6 099 252	1 673 294	2 408 288
				4 151 059

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142		4 585	
	143		4 585	
Sécurité publique				
Police	144	267 600	267 030	218 680
Sécurité incendie	145	10 000	206 850	206 850
Sécurité civile	146			
Autres	147	900	5 128	5 128
	148	278 500	479 008	430 658
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	8 000	7 660	3 755
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153		87 066	203 047
	154	8 000	7 660	94 726
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156		27 897	26 202
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		27 897	26 202
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	286 500	486 668	557 866
				612 841

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	26 700	78 749	29 044
Sécurité publique	183	126 800	112 710	304 446
Transport				
Réseau routier	184	158 200	163 584	181 271
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 133 381	1 302 561
Transport adapté	186		93 169	41 395
Transport scolaire	187			
Autres	188		1 096 898	164 607
Autres	189	12 000	17 849	9 305
Hygiène du milieu	190	82 600	18 371	8 556
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	31 400	40 370	47 542
Loisirs et culture	193	903 700	902 151	885 467
Réseau d'électricité	194			
	195	1 341 400	1 333 784	2 974 194
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 627 900	1 820 452	3 587 035
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	60 600	56 852	71 977
Droits de mutation immobilière	198	1 588 300	1 635 389	1 615 627
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 648 900	1 692 241	1 687 604
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	710 200	792 395	1 303 140
INTÉRÊTS	203	170 200	153 715	270 440
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		22 550	(1 229 321)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	759 800	796 871	1 277 890
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	168 000		
Autres	210	76 550	328 667	389 286
	211	1 004 350	1 148 088	437 855

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	425 500	400 554	11 708	412 262	412 262	415 866
Application de la loi	2	518 393	470 777	4 462	475 239	475 239	477 621
Gestion financière et administrative	3	1 872 742	1 743 480	65 598	1 809 078	1 809 078	1 801 009
Greffe	4	599 964	563 986	5 412	569 398	569 398	416 840
Évaluation	5	223 086	252 618		252 618	252 618	221 716
Gestion du personnel	6	461 753	397 781	1 454	399 235	399 235	461 882
Autres	7	1 163 590	1 214 428	32 589	1 247 017	1 247 015	1 113 397
	8	5 265 028	5 043 624	121 223	5 164 847	5 164 845	4 908 331
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 242 905	3 328 874	125 744	3 454 618	4 173 951	4 044 837
Sécurité incendie	10	1 989 171	2 053 897	103 402	2 157 299	2 157 299	2 266 630
Sécurité civile	11	30 601	33 191	14 537	47 728	47 728	41 085
Autres	12	365 737	302 946		302 946	302 946	297 037
	13	5 628 414	5 718 908	243 683	5 962 591	6 681 924	6 649 589
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 236 254	2 209 787	1 207 985	3 417 772	3 417 772	3 132 030
Enlèvement de la neige	15	1 089 958	1 046 251	46 696	1 092 947	1 092 947	1 021 275
Éclairage des rues	16	331 103	294 018	271 159	565 177	565 177	578 175
Circulation et stationnement	17	285 280	214 458	627 500	841 958	841 958	885 638
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 743 358	1 480 443	553	1 480 996	5 302 739	4 155 581
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						112 821
	22	5 685 953	5 244 957	2 153 893	7 398 850	11 220 593	9 885 520

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 108 932	1 120 494		1 120 494	1 028 692	994 900
Réseau de distribution de l'eau potable	24	532 042	717 398	699 266	1 416 664	1 416 664	1 434 333
Traitement des eaux usées	25	1 370 028	982 319		982 319	1 663 764	1 607 538
Réseaux d'égout	26	353 623	583 678	914 197	1 497 875	1 497 875	1 507 202
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 024 487	1 340 307		1 340 307	1 340 307	1 381 504
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	579 840	456 168		456 168	456 168	535 960
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	198 610	110 499	2 384	112 883	112 883	57 284
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37			20 181	20 181	20 181	20 181
Protection de l'environnement	38	45 340	23 717		23 717	23 718	19 505
Autres	39						
	40	6 212 902	5 334 580	1 636 028	6 970 608	7 560 252	7 558 407
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	2 006	1 478		1 478	1 478	1 641
	44	2 006	1 478		1 478	1 478	1 641
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	659 311	594 295	42 403	636 698	636 698	645 914
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46			33 837	33 837	33 837	33 837
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	313 894	280 034	81 073	361 107	361 107	437 490
Tourisme	49						
Autres	50						6 845
Autres	51			6 091	6 091	6 091	2 113
	52	973 205	874 329	163 404	1 037 733	1 037 733	1 126 199

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 221 646	1 201 609		1 201 609	1 201 609	1 184 101
Patinoires intérieures et extérieures	54	751 175	547 797		547 797	547 797	616 653
Piscines, plages et ports de plaisance	55	294 877	227 478		227 478	227 478	272 412
Parcs et terrains de jeux	56	968 274	1 346 135		1 346 135	1 346 135	1 249 511
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	101 634	77 989		77 989	77 989	84 768
Autres	59	73 725	(19 042)	505 444	486 402	486 402	429 521
	60	3 411 331	3 381 966	505 444	3 887 410	3 887 410	3 836 966
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	216 574	204 614		204 614	204 614	223 642
Bibliothèques	62	1 311 225	849 778	72 238	922 016	922 016	972 229
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	401 162	402 427		402 427	402 427	321 403
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65			65 305	65 305	65 305	55 454
	66	1 928 961	1 456 819	137 543	1 594 362	1 594 362	1 572 728
	67	5 340 292	4 838 785	642 987	5 481 772	5 481 772	5 409 694
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 638 900	1 367 864		1 367 864	1 509 809	1 667 781
Autres frais	70	7 700	148 903		148 903	148 903	136 160
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		247 411		247 411	330 769	348 488
Autres	72	30 000	7 500		7 500	7 660	6 428
	73	1 676 600	1 771 678		1 771 678	1 997 141	2 158 857
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	4 835 380	4 961 218	(4 961 218)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Beloeil

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Beloeil (ci-après la « Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2014-05-26

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>29 766 458</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	147
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10 <u>147</u>
Revenus de taxes	11	<u>29 766 311</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	29 766 311
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>29 766 311</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 145 688		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	85 668		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>3 231 356</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>26 534 955</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>2 082 066 800</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>2 120 992 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 101 529 700</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>26 534 955</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 101 529 700</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 2 | 6 | 2 | 6 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	6 418 383	4 958 410	1 980 805
Usines de traitement de l'eau potable	2		47 281	5 860
Usines et bassins d'épuration	3			93 940
Conduites d'égout	4	1 054 283	743 156	1 289 373
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 124 083	3 336 342	2 836 831
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		10 300	72 957
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 664 600	998 755	1 545 148
Autres infrastructures	11	183 000	128 485	71 979
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	161 550	599 100	1 289 494
Édifices communautaires et récréatifs	14	404 600	23 213	20 049
Améliorations locatives	15			1 544
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		10 118	62 077
Ameublement et équipement de bureau	18	156 500	190 073	209 248
Machinerie, outillage et équipement divers	19	189 400	574 699	165 547
Terrains	20			819 080
Autres	21			
	22	13 356 399	11 572 651	10 463 932

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		4 887 025	1 772 773
Usines de traitement de l'eau potable	24		47 281	5 860
Usines et bassins d'épuration	25			93 940
Conduites d'égout	26		471 606	702 579
Autres infrastructures	27		3 998 372	4 315 811
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		71 385	208 032
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		271 550	586 794
Autres infrastructures	32		475 510	211 104
Autres immobilisations	33		1 397 203	2 567 039
	34		11 572 651	10 463 932

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	47 115 457	5 535 399	6 250 035	46 400 821
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	2 291 528		236 724	2 054 804
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	63 770	51 308	60 171	54 907
Autres	6	198 752		62 375	136 377
	7	49 669 507	5 586 707	6 609 305	48 646 909
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	9 181 984	1 051 337	1 137 422	9 095 899
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	40 295 018	3 927 307	5 335 913	38 886 412
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	49 477 002	4 978 644	6 473 335	47 982 311
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	192 505	608 063	135 970	664 598
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	192 505	608 063	135 970	664 598
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	192 505	608 063	135 970	664 598
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	192 505	608 063	135 970	664 598
	26	49 669 507	5 586 707	6 609 305	48 646 909
Dettes en cours de refinancement	27 ()				
	28	49 669 507	5 586 707	6 609 305	48 646 909

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	551 590	613 243	588 350
Sécurité publique				
Police	4	3 188 800	3 188 797	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 535 100	1 267 911	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 078 200	2 056 956	40 714
Matières résiduelles	12		216 473	216 473
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	47 100	47 132	42 460
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 400 790	7 390 512	876 847
				671 524

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	33,00	32,50	2 443 318	631 545	3 074 863
Professionnels	2					
Cols blancs	3	43,00	32,50	1 841 857	476 081	2 317 938
Cols bleus	4	66,00	40,00	2 587 420	668 793	3 256 213
Policiers	5					
Pompiers	6	13,00	40,00	708 937	183 245	892 182
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	155,00		7 581 532	1 959 664	9 541 196
Élus	9	11,00		248 966	59 617	308 583
	10	166,00		7 830 498	2 019 281	9 849 779

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	98 692	(72 047)	694 367	721 012
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	43 459	(129 670)	135 733	49 522
Autres	16	2 117 325	(1 214 565)		902 760
	17	2 259 476	(1 416 282)	830 100	1 673 294

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	470 777	27	4 462	53	475 239	79	12 115	105	463 124	131
Évaluation	2	252 618	28		54	252 618	80		106	252 618	132
Autres	3	4 320 229	29	116 761	55	4 436 990	81	66 634	107	4 370 356	133
	4	5 043 624	30	121 223	56	5 164 847	82	78 749	108	5 086 098	134
Sécurité publique											
Police	5	3 328 874	31	125 744	57	3 454 618	83	267 030	109	3 187 588	135
Sécurité incendie	6	2 053 897	32	103 402	58	2 157 299	84	324 688	110	1 832 611	136
Sécurité civile	7	33 191	33	14 537	59	47 728	85		111	47 728	137
Autres	8	302 946	34		60	302 946	86		112	302 946	138
	9	5 718 908	35	243 683	61	5 962 591	87	591 718	113	5 370 873	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	2 209 787	36	1 207 985	62	3 417 772	88	149 822	114	3 267 950	140
Enlèvement de la neige	11	1 046 251	37	46 696	63	1 092 947	89	39 271	115	1 053 676	141
Autres	12	508 476	38	898 659	64	1 407 135	90		116	1 407 135	142
Transport collectif	13	1 480 443	39	553	65	1 480 996	91		117	1 480 996	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	5 244 957	41	2 153 893	67	7 398 850	93	189 093	119	7 209 757	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 120 494	42		68	1 120 494	94		120	1 120 494	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	717 398	43	699 266	69	1 416 664	95	(2 691)	121	1 419 355	147
Traitement des eaux usées	18	982 319	44		70	982 319	96		122	982 319	148
Réseaux d'égout	19	583 678	45	914 197	71	1 497 875	97		123	1 497 875	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 340 307	46		72	1 340 307	98		124	1 340 307	150
Matières recyclables	21	566 667	47	2 384	73	569 051	99	21 063	125	547 988	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49	20 181	75	20 181	101		127	20 181	153
Protection de l'environnement	24	23 717	50		76	23 717	102		128	23 717	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	5 334 580	52	1 636 028	78	6 970 608	104	18 372	130	6 952 236	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157		172		187		202		217			232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159	1 478	174		189	1 478	204		219		1 478	234
	160	1 478	175		190	1 478	205		220		1 478	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	594 295	176	42 403	191	636 698	206	24 105	221	612 593	236	162 501
Rénovation urbaine	162		177	33 837	192	33 837	207		222	33 837	237	
Promotion et développement économique	163	280 034	178	81 073	193	361 107	208		223	361 107	238	
Autres	164		179	6 091	194	6 091	209	16 265	224	(10 174)	239	
	165	874 329	180	163 404	195	1 037 733	210	40 370	225	997 363	240	162 501
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	3 381 966	181	505 444	196	3 887 410	211	753 576	226	3 133 834	241	143 450
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	849 778	182	72 238	197	922 016	212	50 640	227	871 376	242	23 818
Autres	168	607 041	183	65 305	198	672 346	213	97 934	228	574 412	243	6 615
	169	4 838 785	184	642 987	199	5 481 772	214	902 150	229	4 579 622	244	173 883
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	27 056 661	186	4 961 218	201	32 017 879	216	1 820 452	231	30 197 427	246	1 771 678

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	1 503	13 058
Charges sociales	2	119	3 498
Biens et services	3	11 457 264	10 103 432
Frais de financement	4	113 765	174 202
Autres	5		
	6	11 572 651	10 294 190

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	4 648 742	4 607 542
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	4 648 742	4 607 542
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 307 419	2 680 646
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(100 000)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 765 359)	(1 664 908)
Réserves financières et fonds réservés	8	(900 002)	(974 538)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(457 942)	41 200
Solde à la fin de l'exercice	12	4 190 800	4 648 742
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 875 070	3 147 823
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 875 070	3 147 823
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(658 290)	(210 661)
Activités d'investissement	17	(1 786 500)	(1 727 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 765 359	1 664 908
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(679 431)	(272 753)
Solde à la fin de l'exercice	22	2 195 639	2 875 070
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	839 167	490 087
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	839 167	490 087
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	60 971	349 975
Activités d'investissement	27	(973 339)	(1 481 800)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	900 002	974 538
Financement des investissements en cours	29	331 176	506 367
	30	318 810	349 080
Solde à la fin de l'exercice	31	1 157 977	839 167

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	()	()
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	40	(1 739 926)	()
	41	(1 739 926)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
	42	()	()
	43	(1 739 926)	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement			
	44		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement			
	45		
	46		
Solde à la fin de l'exercice	47	(1 739 926)	()
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(5 985 540)	(6 572 879)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(5 985 540)	(6 572 879)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	51	(983 297)	1 093 706
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
	52		
Excédent de fonctionnement affecté			
	53		
Réserves financières et fonds réservés			
	54	(331 176)	(506 367)
	55	(1 314 473)	587 339
Solde à la fin de l'exercice	56	(7 300 013)	(5 985 540)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	65 066 741	60 821 196
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		
Solde redressé au début de l'exercice	59	65 066 741	60 821 196
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
	60		
Excédent de fonctionnement affecté			
	61		
Variation résiduelle de l'exercice			
	62	7 875 325	4 245 545
Solde à la fin de l'exercice	63	72 942 066	65 066 741

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	900 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 400 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 400 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	534 359	2		3		331 177	5	534 300	6		7	331 236
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10			12		13		14	
	15	534 359	16		17		331 177	19	534 300	20		21	331 236

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 | 5 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 0 | 2 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 | 9 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 | 9 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 7 | 0 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 | 5 | 0 | 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	[2|4|4] , [0|0]	\$
Égout	2	[] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[2|3|8] , [0|0]	\$
Matières résiduelles	5	[1|8|4] , [0|0]	\$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Piscine	40,0000	4	
Protection environnement et recyclage	50,0000	7	Par unité de logement
Améliorations locales		2	Taux variant selon les règlements
Consommation d'eau (excédent)	,5502	7	Par mètre cube excédant de 181.7 mètres cube
Assainissement des eaux (excédent)	,1800	7	Par mètre cube excédant de 408.9 mètres cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	2 184 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 777, rue Laurier
(no) (rue)
Beloeil J3G 4S9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 467-2835
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 464-5445
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.beloeil.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Cathy Goyette

Téléphone (450) 467-2835
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 464-5445
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.beloeil.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 35, Dufferin
(no) (rue)
Granby J2G 4W5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 375-4400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 375-0128
(ind. rég.) (numéro)

Courriel legendre.marc@rcgt.com

Responsable du dossier M. Marc Legendre FCPA, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Cathy Goyette , atteste que le rapport financier consolidé de Beloeil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-26 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Beloeil consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Beloeil détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 2 911 437 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,2626 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-05-26 10:14:47

Date de transmission au Ministère : 2014/05/27

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Beloeil

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement	1	35 819 238	36 414 900	37 384 884	10 827 270	41 650 139	
Investissement	2	2 302 434	5 258 402	407 036		407 036	
	3	38 121 672	41 673 302	37 791 920	10 827 270	42 057 175	
Charges	4	33 171 261	35 619 780	33 789 557	11 918 196	39 145 738	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 950 411	6 053 522	4 002 363	(1 090 926)	2 911 437	
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 302 434 ) (	5 258 402 ) (	407 036 ) (	) (	407 036)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 647 977	795 120	3 595 327	(1 090 926)	2 504 401	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	4 817 463	4 835 380	4 961 218	1 202 756	6 154 281	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 404 266 ) (	5 130 500 ) (	6 318 380 ) (	291 799 ) (	6 600 486)
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	958 762 ) (	) (	2 267 991 ) (	26 118 ) (	2 294 109)
Excédent (déficit) accumulé	12	(139 314)	(500 000)	2 337 245	840 398	3 177 643	
Autres éléments de conciliation	13	1 717 548			8 678	8 678	
	14	32 669	(795 120)	(1 287 908)	1 733 915	446 007	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 680 646		2 307 419	642 989	2 950 408	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	6 999 759	6 045 739	7 014 460
Autres	2	3 282 693	4 227 427	6 578 735
	3	10 282 452	10 273 166	13 593 195
Passifs				
Dette à long terme	4	45 359 574	44 602 085	48 298 814
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	174 994	329 510	621 533
Autres	6	8 991 675	11 442 606	12 559 237
	7	54 526 243	56 374 201	61 479 584
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(44 243 791)	(46 101 035)	(47 886 389)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	110 556 257	117 167 690	136 990 627
Autres	10	1 131 714	379 888	442 067
	11	111 687 971	117 547 578	137 432 694
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	4 648 742	4 190 800	5 750 210
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	3 714 237	3 353 616	3 841 624
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	)	( 1 739 926 ) (	1 814 480) (
Financement des investissements en cours	15	(5 985 540)	(7 300 013)	(7 299 323)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	65 066 741	72 942 066	89 068 274
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			136 936)
	18	67 444 180	71 446 543	(5 890 879)
				81 950 568
				89 546 305
				86 634 868

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- ÉVENTUALITÉS	19	125 000	125 000
- FONDS DE ROULEMENT	20		500 000
- INFORMATIQUE ET BÂTIMENT	21	1 100 000	300 000
- ÉQUIPEMENTS DE PARCS	22	800 000	800 000
- POURSUITES ET PYRITES	23	27 898	27 827
- DIVERS	24	102 241	41 400
- RÉFECTION DES ROUTES	25		700 843
- ÉLECTION	26	40 000	120 000
- REMBOURSEMENT DE DETTE	27	500	260 000
	28	2 195 639	2 875 070
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29		570 065
	30	2 195 639	3 445 135
Réserves financières	31	129 408	111 135
Fonds réservés	32	1 516 577	928 305
	33	3 841 624	4 484 575

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	29 631 227	29 686 600	29 766 311	29 766 311
Compensations tenant lieu de taxes	2	683 073	725 900	745 424	745 424
Quotes-parts	3				343 473
Transferts	4	2 244 539	1 845 200	2 259 476	2 994 470
Services rendus	5	1 732 508	1 627 900	1 820 452	4 386 049
Autres	6	1 527 891	2 529 300	2 793 221	3 414 412
	7	35 819 238	36 414 900	37 384 884	41 650 139
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	906 388	4 254 052	(586 182)	(586 182)
Autres	11	1 396 046	1 004 350	993 218	993 218
	12	2 302 434	5 258 402	407 036	407 036
	13	38 121 672	41 673 302	37 791 920	42 057 175

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	223 086	252 618		252 618	252 618	221 716
Autres	2	5 041 942	4 791 006	121 223	4 912 229	4 912 227	4 686 615
Sécurité publique							
Police	3	3 242 905	3 328 874	125 744	3 454 618	4 173 951	4 044 837
Sécurité incendie	4	1 989 171	2 053 897	103 402	2 157 299	2 157 299	2 266 630
Autres	5	396 338	336 137	14 537	350 674	350 674	338 122
Transport							
Réseau routier	6	3 942 595	3 764 514	2 153 340	5 917 854	5 917 854	5 617 118
Transport collectif	7	1 743 358	1 480 443	553	1 480 996	5 302 739	4 155 581
Autres	8						112 821
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	3 364 625	3 403 889	1 613 463	5 017 352	5 606 995	5 543 973
Matières résiduelles	10	2 802 937	1 906 974	2 384	1 909 358	1 909 358	1 974 748
Autres	11	45 340	23 717	20 181	43 898	43 899	39 686
Santé et bien-être	12	2 006	1 478		1 478	1 478	1 641
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	659 311	594 295	42 403	636 698	636 698	645 914
Promotion et développement économique	14	313 894	280 034	81 073	361 107	361 107	444 335
Autres	15			39 928	39 928	39 928	35 950
Loisirs et culture	16	5 340 292	4 838 785	642 987	5 481 772	5 481 772	5 409 694
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	1 676 600	1 771 678		1 771 678	1 997 141	2 158 857
Amortissement des immobilisations	19	4 835 380	4 961 218	(4 961 218)			
	20	35 619 780	33 789 557		33 789 557	39 145 738	37 698 238

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3